

L'OCCUPATION

En résumé

- Malgré l'obsolescence du droit de l'occupation et la protection concomitante offerte par les règles des droits de l'homme, le droit humanitaire continue de fournir le cadre légal de référence pour définir les obligations d'une puissance occupante et les droits corrélatifs de la population occupée ;
- le champ d'application du régime de l'occupation diffère entre le régime de La Haye et celui de Genève. Désormais, sous l'empire de la Convention de Genève IV, selon nous, il suffit, pour que cette Convention s'applique, que la puissance occupante soit *en mesure* de substituer son autorité à celle de la puissance occupée ;
- l'occupant étant, par définition, un Etat et celui-ci ne pouvant « occuper », au sens juridique du terme, son propre territoire, l'occupation est nécessairement le fait d'un Etat tiers ; en conséquence, une occupation au sens du *ius in bello* ne peut s'inscrire dans le cadre d'un conflit armé non international ;
- le territoire occupé doit être le territoire d'un Etat ;
- la CIJ semble présumer que l'existence d'un conflit armé constitue une condition d'application du régime de l'occupation. Tel était bien le cas sous l'empire de la Convention de la Haye. En revanche, l'article 2 de la Convention de Genève IV ne requiert plus une telle condition ;
- le droit de l'occupation ne s'applique pas en cas de soumission complète du vaincu au vainqueur entraînant la fin de la guerre et disparition de l'Etat vaincu (hypothèse de la subjugation) ;
- la présence des forces armées d'un Etat sur le territoire d'un Etat tiers ne constitue pas une occupation si cet Etat tiers a consenti au déploiement de ces forces ou si le Conseil de sécurité l'a autorisé ;
- la détermination de la fin de l'occupation est, à l'instar de celle de son début, principalement une question de fait. Selon le Règlement de La Haye, l'occupation prend fin au moment où cesse le contrôle effectif. Selon la Convention de Genève IV, l'occupation se termine lorsque la puissance occupante n'est plus en position d'exercer une autorité sur le territoire occupé ni de substituer son autorité à celle du gouvernement en place ;
- en principe, la puissance occupante ne peut modifier le droit en vigueur dans l'Etat occupé et est tenue de l'appliquer en tant qu'autorité de substitution ;
- le droit et les institutions de la puissance occupée peuvent être altérés si cela avère nécessaire pour assurer les besoins de sécurité de la puissance occupante ou garantir la bonne application de la Convention de Genève IV, à savoir assurer la protection des populations occupées ;

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

- la puissance occupante à l'obligation d'abroger – ou à tout le moins de s'abstenir d'appliquer – le droit de l'Etat occupé qui violerait les conventions de droit humanitaire ou de droits de l'homme qui la lient ; et
- la puissance occupante ne peut remanier en profondeur la structure politique et institutionnelle de l'Etat occupé ; l'application de ce principe est toutefois en porte-à-faux avec certaines tendances récentes.

Bibliographie

ABUALI, G., « Natural Resources under Occupation: The Status of Palestinian Water under International Law », *Pace International Law Review*, 1998, pp. 414-574 ; AFSAH, E., « Limits and Limitations of Power: The Continued Relevance of Occupation Law », *German Law Journal*, 2005, pp. 563-590 ; AL HASSANI, Z., « International Humanitarian Law and its Implementation in Iraq », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2008, pp. 51-70 ; ANDO, N., *Surrender, Occupation and Private Property in International Law*, Oxford, Clarendon Press, 1991 ; ARAI-TAKAHASHI, Y. (dir.), *The Law of Occupation: Continuity and Change of International Humanitarian Law, and Its interaction with International Human Rights Law*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2009 ; ARNOLD, R., « The Applicability of the Law of Occupation to Peace Support Operations », in R. ARNOLD et G. KNOOPS (dir.), *Practice and policies of modern peace support operations under international law*, Ardsley, New York, Transnational Publishers, 2006, pp. 91-115 ; D'ASPREMONT, J., « Towards an International Law of Brigandage: Interpretative Engineering for the Regulation of Natural Resources Exploitation » (à paraître) ; BASHI, S., et MANN, K., « Disengaged Occupiers: The Legal Status of Gaza », *Gisha, The Legal Center for Freedom of Movement*, janvier 2007 ; BAXTER, R., « The Duty of Obedience to the Belligerent Occupant », *British Yearbook of International Law*, 1950, pp. 235-266 ; BENVENISTI, E., *The International Law of Occupation*, 2^{ème} éd., Oxford, OUP, 2012 ; BOCKEL, A., « Le retrait israélien de Gaza and ses conséquences sur le droit international », *Annuaire français de droit international*, 2005, p. 16 et suiv. ; BOTHE, M. « Beginning and End of Occupation », in *Les défis contemporains au droit de l'occupation*, Actes du Colloque de Bruges, 20-21 octobre 2005, *Collegium*, n° 34, 2006, pp. 26-33 ; CAMERON, L., « Does the Law of Occupation Preclude Transformational Developments by the Occupying Power? », in *Les défis contemporains au droit de l'occupation*, Actes du Colloque de Bruges, 20-21 octobre 2005, *Collegium*, n° 34, 2006, pp. 60-66 ; CARCANO, A., « End of the Occupation in 2004?: the Status of the Multinational Force in Iraq after the Transfer of Sovereignty to the Interim Iraqi Government », *Journal of Conflict and Security Law*, 2006, pp. 41-66 ; DARCY, S., et REYNOLDS, J., « 'Otherwise Occupied': The Status of the Gaza Strip from the Perspective of International Humanitarian Law », *Journal of Conflict and Security*, 2010, pp. 211-243 ; DINSTEIN, Y., *The International Law of Belligerent Occupation*, Cambridge, CUP, 2009 ; DINSTEIN, Y., « The International Law of Belligerent Occupation and Human Rights », *Israel Yearbook on Human Rights*, 1978, pp. 104-143 ; DINSTEIN, Y., « The Israel Supreme Court and the Law of Belligerent Occupation: Article 43 of the Hague Regulations », *Israel Yearbook on Human Rights*, 1995, pp. 1-20 ; DINSTEIN, Y., « The International Legal Status of the West Bank and the Gaza-Strip – 1998 », *Israel Yearbook on Human Rights*, 1998, pp. 97-49 ; FOX, G., *Humanitarian Occupation*, Cambridge,

L'OCCUPATION

CUP, 2008 ; FOX, G., « The Occupation of Iraq », *Georgetown Journal of International Law*, 2005, pp. 195-297 ; GARRAWAY, C., « Occupation Responsibilities and Constraints », in H. HENSEL (dir.), *The legitimate use of military force: the just war tradition and the customary law of armed conflict*, Aldershot, Ashgate, 2008, pp. 263-282 ; VON GLAHN G., *The Occupation of Enemy Territory: a Commentary on the Law and Practice of Belligerent Occupation*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1957 ; GOODMAN, P., « The Need for Fundamental Change in the Law of Belligerent Occupation », *Stanford Law Review*, 1985, pp. 1573-1608 ; HAGGENMACHER, P. « L'occupation militaire en droit international : genèse et profil d'une institution juridique », *Relations internationales*, 1994, p. 285-301 ; HARPAZ, G., et SHANY, Y., « The Israeli Supreme Court and the Incremental Expansion of the Scope of Discretion under Belligerent Occupation Law », *Israel Law Review*, 2010, pp. 514 et suiv. ; HAUPAIS, N., « Les obligations de la puissance occupante au regard de la jurisprudence et de la pratique récentes », *Revue générale de droit international public*, 2007, p. 117-146 ; JESSUP, P., « A Belligerent Occupant's Power over Property », *American Journal of International Law*, 1944, pp. 457-461 ; KAIYAN, H. K., « Problems of Belligerent Occupation: The Scope of Powers Exercised by the Coalition Provisional Authority in Iraq », *International and Comparative Law Quarterly*, 2004, pp. 253-264 ; KELLY, M., « Iraq and the Law of Occupation: New Tests for an Old Law », *Yearbook of International Humanitarian Law*, 2006, pp. 128-165 ; KELLY, J. M., « Non-Belligerent Occupation », *Israel Yearbook on Human Rights*, 1998, pp. 17-35 ; KOLB, R., et VITÉ, S., *Le droit de l'occupation militaire : perspectives historiques et enjeux juridiques actuels*, Bruxelles, Bruylant, 2009 ; KOLB, R., « L'occupation en Irak depuis 2003 et les pouvoirs du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2008, p. 29-50 ; KOLB, R., et VITÉ, S., *La protection des populations civiles soumises au pouvoir d'une armée étrangère*, Bruxelles, Bruylant, 2009 ; KOUTROULIS, V., *Le début et la fin de l'application du droit de l'occupation*, Paris, Pedone, 2010 ; LANCASTER, N., « Occupation Law, Sovereignty, and Political Transformation: Should the Hague Regulations and the Fourth Geneva Convention Still Be Considered Customary International Law? », *Military Law Review*, 2006, pp. 51-91 ; MACCARTHY, C., « The Paradox of the International Law of Military Occupation: Sovereignty and the Reformation of Iraq », *Journal of Conflict and Security Law*, 2005, pp. 43-74 ; MARI, M., « The Israeli Disengagement from the Gaza Strip: an End of the Occupation », *Yearbook of International Humanitarian Law*, 2007, pp. 356-368 ; MOMTAZ, D., « Israel and the Fourth Geneva Convention: on the ICJ Advisory Opinion concerning the Separation Barrier », *Yearbook of International Humanitarian Law*, 2007, pp. 344-355 ; PLAYFAIR, E. (dir.), *International law and the administration of occupied territories: two decades of Israeli occupation of the West Bank and Gaza Strip: the proceedings of a conference organized by al-Haq in Jerusalem in January 1988*, Oxford, Clarendon Press, 1992 ; QUIDENUS, C., « The Continued Presence of the Multinational Force on Iraqi Request », *Austrian Review of International and European Law*, 2005, pp. 147-167 ; RATNER, S., « Foreign Occupation and International Territorial Administration: The Challenges of Convergence », *European Journal of International Law*, 2005, pp. 695-719 ; ROBERTS, A., « What is a Military Occupation », *British Yearbook of International Law*, 1985, pp. 249 et suiv. ; ROBERTS, A., « Prolonged Military Occupation: The Israeli-Occupied Territories since 1967 », *American Journal of International Law*, 1990, pp. 44-103 ; ROBERTS, A., « The End of Occupation: Iraq 2004 », *International and Comparative Law Quarterly*, 2005, pp. 27-48 ; ROBERTS, A., « Transformative Military Occupation: Applying the Laws of War and Human Rights », *American Journal of International Law*,

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

2006, pp. 580-622 ; RUEGER, C., « The Law of Military Occupation », *Revue de droit militaire et de droit de la guerre*, 2006, pp. 215-228 ; SASSÒLI, M., « Current Developments in the Law of Military Occupation: Maintenance of Public Order and Civil Life in Occupied Territories and the Legislative Powers of Occupying Powers », in *Impératifs de Justice et Exigences de Paix et de Sécurité*, Actes du Colloque de Bruges, 9-10 septembre 2004, *Collegium*, n° 32, pp. 105-122 ; SASSÒLI, M., « The Legislation and Maintenance of Public Order and Civil Life by Occupying Powers », *European Journal of International Law*, pp. 661-694 ; SCOBIE, I. « An Intimate Disengagement: Israel's Withdrawal from Gaza, the Law of Occupation and of Self-Determination », *Yearbook of Islamic Middle Eastern Law*, 2004-2005, pp. 3 et suiv. ; SCHEFFER, D., « Beyond occupation law », *American Journal of International Law*, 2003, pp. 842-860 ; SHANY, Y., « Faraway, so Close: the Legal Status of Gaza after Israel's Disengagement », *Yearbook of International Humanitarian Law*, 2007, pp. 369-383 ; SHRAGA, D., « Military Occupation and UN Transitional Administrations: the Analogy and its Limitations », in *Promoting justice, human rights and conflict resolution through international law: liber amicorum Lucius Caflisch*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, pp. 479-498 ; STADLMEIER, S., et LEIDENMUEHLER, F., « The Law of Occupation and Peace Support Operations: at Odds? », in R. ARNOLD (dir.), *Law enforcement within the framework of peace support operations*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2008, pp. 23-31 ; THÜRER, D., « Current Challenges to the Law of Occupation », in *Les défis contemporains au droit de l'occupation*, Actes du Colloque de Bruges, 20-21 octobre 2005, *Collegium*, n° 34, 2006, pp. 9-25 ; VITÉ, S., « L'applicabilité du droit international humanitaire de l'occupation militaire aux activités des organisations internationales », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2004, p. 9-36 ; VON LAUN, K., « The Legal Status of Germany », *American Journal of International Law*, 1951, pp. 267 et suiv. ; VON GLAHN, G., *The Occupation of Enemy Territory. A Commentary on the Law and Practice of Belligerent Occupation*, Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1957 ; WALLACH, E., « The Use of Crude Oil by an Occupying Belligerent State as a Munition de Guerre », *International and Comparative Law Quarterly*, 1992, pp. 287-310 ; DE WET, E., « Beginning and End of Occupation – UN Security Council's Impact on the Law of Occupation », in *Les défis contemporains au droit de l'occupation*, Actes du Colloque de Bruges, 20-21 octobre 2005, *Collegium*, n° 34, 2006, pp. 34-41 ; WILLS, S., « Occupation Law and Multi-National Operations: Problems and Perspectives », *British Yearbook of International Law*, 2007, pp. 256-332 ; WOLFRUM R., « The Adequacy of International Humanitarian Law Rules on Belligerent Occupation: to what Extent may Security Council Resolution 1483 be considered a Model for Adjustment? », in *International law and armed conflict: exploring the faultlines: essays in honour of Yoram Dinstein*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, pp. 497-508 ; ZWANENBURG, M., « Existentialism in Iraq: Security Council Resolution 1483 and the Law of Occupation », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2004, pp. 745-769 ; ZWANENBURG, M., « The Law of Occupation Revisited: The Beginning of an Occupation », *Yearbook of International Humanitarian Law*, 2007, pp. 99-130.